L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux, No. 77 Rues des Carondes

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN, 3 JANVIER.

ADRESSE

Au Peuple de la Louisiane par l'Assemblée Générale.

A l'époque fixée par la Constitution, les membres de l'Assemblée Générale de cet Etat se sont rendus à la Maison d'Etat dans le but de s'assembler dans les salles de la Législature. Ils ont trouvé la bâtisse occupée par les troupes des Etats-Unis et la police métropolitaine sous les ordres de l'Exécutif.

La bâtisse était mise sur le pied de guerre, barricadée et gardée, malgré le fait naturel que la paix profonde règne à la Nouvelle-Orléans et dans tout l'Etat.

Le chef du pouvoir exécutif de l'Etat, au mépris des droits et des privilèges de la Législature—l'une des branches égales du gouvernement—a assumé de passer jugement, sur les qualités, sur l'élection et sur les titres des membres de l'Assemblée Générale. Il a placé, à la seule porte de la Maison d'Etat qui ne fût pas barricadée, un membre de son état-major appuyé par un détachement de police et est offensé d'être arrêté, major, des contenir d'interdire l'entrée à ceux qui réclamaient des sièges dans l'assemblée, a, en vertu de ses instructions, donné des ordres pour n'admettre que les membres qui produiraient des certificats émis par le secrétaire d'Etat, suivant les ordres du Bureau des retours, et pour refuser admission à tous ceux des membres qui appartiendraient avoir été élus d'après les retours officiels des commissaires d'élection.

Dans ces circonstances, projeté en considérant la condition critique des affaires publiques, à la fois dans l'Etat et dans toute l'Union, les membres de l'Assemblée sont arrivés à la conclusion de ne pas s'ouvrir un chemin par la force dans la Maison d'Etat, ce qui eût amené un conflit, et ils se sont retirés et sont allés organiser l'Assemblée Générale à la salle St. Patrick.

Pour que l'outrage commis puisse être apprécié, il convient de rappeler les événements de la dernière campagne.

A la convention de Baton Rouge le parti démocrate a choisi, comme chefs du parti, le général Francis T. Nicholls et l'honorable Louis A. Wiltz. Le programme adopté avait pour base la reconnaissance et la protection complète de tous les droits, privilèges et immunités, civils et politiques des citoyens de l'Etat et des Etats Unis. Les candidats eux mêmes ont carrément endossé ce programme et une élection libre, loyale et impartiale était la politique véritable et avouée du parti.

D'un autre côté, les candidats républicains, l'honorable S. B. Packard et l'honorable C. C. Antoine, et beaucoup d'autres républicains de haute renommée dans les cercles républicains, ont fait une tournée complète dans les diverses paroisses de l'Etat et des télégrammes quotidiens adressés au N. O. Republican, proclamaient la marche triomphale de l'escorte républicaine qui accompagnait le candidat aux fonctions de gouverneur dans son parcours de l'Etat dans tous les sens, et donnaient des comptes-rendus brûlants sur les milliers de républicains et de démocrates qui assistaient avec empressement aux meetings annoncés.

Jusqu'au jour de l'élection, il ne s'est élevé aucune plainte sur une intimidation qui aurait affecté la conduite générale de l'élection.

Le mécanisme de l'enregistrement et de l'élection était entièrement sous le contrôle des membres républicains, leurs adversaires n'ayant pas voix au chapitre, et les preuves montrent que les républicains ont usé et abusé de ces avantages autant qu'ils ont pu pour servir leurs intérêts de parti. Mis gré cela, le vote tel qu'il a été compté aux polls a montré qu'il y avait eu 16,000 votes de plus qu'il n'en avait jamais été donné dans l'Etat, et il est sorti du scrutin une majorité démocratique conservatrice dans chacune des Chambres de l'Assemblée Générale.

Il n'est pas prétendu, même maintenant, que le jour de l'élection il y ait eu aucune intimidation aux polls ou dans le voisinage.

Les républicains ayant le contrôle absolu du mécanisme de l'enregistrement et de l'élection, ne peuvent accuser de fraude leurs adversaires en aucun des derniers qui portent cette accusation contre les premiers.

Leur grief allégué que des paroisses, où il y avait une majorité de votants de couleur enregistrés, ont donné une majorité démocratique au scrutin, et basé sur l'assertion que les votants de couleur n'ont pas le droit de penser pour eux mêmes et que leur fortune politique est fatalement et pour toujours liée à celle du parti républicain, auquel ils doivent comme race une aveugle fidélité.

La vérité est que les Louisianais de couleur, comme le reste de la population, ont soutenu de la manière administration des républicains, qu'ils ont été privés de ce qu'ils apprécient le plus, l'éducation ; que le pécule des fonds d'école dans tout l'Etat, par les fonctionnaires républicains, a été de sixième des écoles gratuites ; à quoi il faut ajouter l'amère expérience de la banqueroute de la Banque des Africains.

Fait s'étonner si un grand nombre de gens de couleur ont franchi la ligne de démarcation de couleur, ont fourni des orateurs aux meetings démocrates, ont pris une part active à la campagne et ont voté pour les candidats démocrates conservateurs. Ils ont puissamment aidé à assurer le triomphe de ce parti aux polls en novembre dernier.

Le résultat n'a pas été mis tout d'abord en question, bien qu'on tint en réserve la fameuse Bureau des retours. Mais les majorités étaient si fortes et les protestations si peu nombreuses et si insignifiantes, qu'aucune appréhension ne semblait devoir être conçue. Mais quand, au bout de quelques jours, il apparut que les votes électoraux de la Louisiane étaient nécessaires pour élire le gouverneur Hayes à la présidence, un changement soudain s'est manifesté dans les bureaux des républicains de la Louisiane. La fabrique d'outrages a été immédiatement mise en opération, afin de changer le résultat patent de l'élection par les procédés familiers au Bureau des retours.

Nous ne nous proposons pas en ce moment de passer en revue la conduite scandaleuse de ce bureau ; cette tâche est laissée au comité du Sénat et à celui de la Chambre des Représentants qui siégent actuellement à la Nouvelle-Orléans.

Il est indispensable, cependant, de signaler l'usurpation du Bureau des Retours lorsqu'il entreprend de *"juger des qualités, de l'exécution et des retours des membres de l'Assemblée Générale"*—droit qui appartient exclusivement à la Législature elle-même, en vertu de l'art. 34 de la Constitution, et une même la loi qui crée le Bureau des Retours donne exclusivement à l'Assemblée Générale.

Le Bureau des Retours a exercé des fonctions judiciaires dans tous les cas, sans exception ni distinction que ce soit, en comptant les retours d'élection. La loi en vertu de laquelle il réclame cette prérogative est une violation flagrante de la Constitution (art 94) qui déclare que: *"aucuns pouvoirs judiciaires ne seront conférés à des officiers quelconques autres que ceux qui sont ici nommés—excepté les juges d'instruction dans les affaires criminelles"*

Mais le Bureau de Retours a agi en juge contrairement aux articles 16, 34, 48 et 94 de la Constitution. En présence d'une aussi monstrueuse usurpation, les avocats ont vu fait observer que l'exercice de semblables pouvoirs était inconstitutionnel ; qu'il revêtait le Bureau de la puissance de se perpétuer—puissance que pourrait désirer avoir un conseil de ses membres ; que le Bureau se constituait la Législature de l'Etat et se reconnaissait, en fait d'autorité, que ses propres créatrices ; qu'à la Législature ainsi créée incombait le devoir, en vertu de l'article 48 de la constitution, de compter les votes donnés pour le gouverneur et le lieutenant gouverneur—votes déjà comptés par le Bureau lui-même ; que l'Exécutif ainsi installé, désirant avec le consentement d'un Sénat déclaré élu de la même manière, les juges de la Cour suprême et tous les officiers exécutifs de l'Etat ; qu'enfin sous les usurpations du Bureau des Retours mises à profit par l'Exécutif de l'Etat aidé des bataillons fédéraux, il n'existait plus dans l'Etat une forme républicaine de gouvernement.

A la dernière élection, on s'est dû compiler les retours officiels des commissaires et laisser à l'Assemblée générale le devoir de *juger des qualités, de l'élection et des retours de ses membres*. Mais le Bureau, écartant les retours officiels des commissaires et prenant illégalement le rapport du surintendant pour base de ses actes, s'est constitué l'Assemblée Générale en excluant certains membres qui, d'après les retours, paraissent avoir été élus, et en déclarant élus un même nombre de personnes qui, d'après ces retours, paraissent n'avoir pas été élues.

Le résultat n'a pas été mis tout d'abord en question, bien qu'on tint en réserve la fameuse Bureau des retours. Mais les majorités étaient si fortes et les protestations si peu nombreuses et si insignifiantes, qu'aucune appréhension ne semblait devoir être conçue. Mais quand, au bout de quelques jours, il apparut que les votes électoraux de la Louisiane étaient nécessaires pour élire le gouverneur Hayes à la présidence, un changement soudain s'est manifesté dans les bureaux des républicains de la Louisiane. La fabrique d'outrages a été immédiatement mise en opération, afin de changer le résultat patent de l'élection par les procédés familiers au Bureau des retours.

Nous ne nous proposons pas en ce moment de passer en revue la conduite scandaleuse de ce bureau ; cette tâche est laissée au comité du Sénat et à celui de la Chambre des Représentants qui siégent actuellement à la Nouvelle-Orléans.

Il est indispensable, cependant, de signaler l'usurpation du Bureau des Retours lorsqu'il entreprend de *"juger des qualités, de l'exécution et des retours des membres de l'Assemblée Générale"*—droit qui appartient exclusivement à la Législature elle-même, en vertu de l'art. 34 de la Constitution, et une même la loi qui crée le Bureau des Retours donne exclusivement à l'Assemblée Générale.

Le Bureau des Retours a exercé des fonctions judiciaires dans tous les cas, sans exception ni distinction que ce soit, en comptant les retours d'élection. La loi en vertu de laquelle il réclame cette prérogative est une violation flagrante de la Constitution (art 94) qui déclare que: *"aucuns pouvoirs judiciaires ne seront conférés à des officiers quelconques autres que ceux qui sont ici nommés—excepté les juges d'instruction dans les affaires criminelles"*

Mais le Bureau de Retours a agi en juge contrairement aux articles 16, 34, 48 et 94 de la Constitution. En présence d'une aussi monstrueuse usurpation, les avocats ont vu fait observer que l'exercice de semblables pouvoirs était inconstitutionnel ; qu'il revêtait le Bureau de la puissance de se perpétuer—puissance que pourrait désirer avoir un conseil de ses membres ; que le Bureau se constituait la Législature de l'Etat et se reconnaissait, en fait d'autorité, que ses propres créatrices ; qu'à la Législature ainsi créée incombait le devoir, en vertu de l'article 48 de la constitution, de compter les votes donnés pour le gouverneur et le lieutenant gouverneur—votes déjà comptés par le Bureau lui-même ; que l'Exécutif ainsi installé, désirant avec le consentement d'un Sénat déclaré élu de la même manière, les juges de la Cour suprême et tous les officiers exécutifs de l'Etat ; qu'enfin sous les usurpations du Bureau des Retours mises à profit par l'Exécutif de l'Etat aidé des bataillons fédéraux, il n'existait plus dans l'Etat une forme républicaine de gouvernement.

A la dernière élection, on s'est dû compiler les retours officiels des commissaires et laisser à l'Assemblée générale le devoir de *juger des qualités, de l'élection et des retours de ses membres*. Mais le Bureau, écartant les retours officiels des commissaires et prenant illégalement le rapport du surintendant pour base de ses actes, s'est constitué l'Assemblée Générale en excluant certains membres qui, d'après les retours, paraissent avoir été élus, et en déclarant élus un même nombre de personnes qui, d'après ces retours, paraissent n'avoir pas été élues.

La nécessité pas le mal. L'article 48 de la Constitution impose à l'Assemblée Générale seulement le devoir *"d'examiner et de compiler les votes"* donnés pour le gouverneur et le lieutenant-gouverneur, *"elle déclarera"* quels sont ceux qui ont été élus à ces postes. Le Bureau des retours, après avoir formé l'Assemblée générale, exerce les fonctions qui sont du ressort de la Législature quand elle est dûment organisée, c'est à dire *"d'examiner, de compiler les votes et de déclarer"* le résultat de l'élection pour le poste de gouverneur et celui de lieutenant-gouverneur. Il a examiné et compté les votes annoncés par les surintendants d'élection et proclame officiellement qui sont le gouverneur et le lieutenant-gouverneur de l'Etat, corps illégal, qui est la créature du Bureau des retours, a proclamé l'élection de S. B. Packard et de C. C. Antoine, se contrariant ainsi à la décision antérieure de son auteur !

L'Assemblée Générale, ayant obtenu les retours officiels des commissaires d'élection de tous les polls de l'Etat, et les rapports officiels des surintendants et surintendant-assistants de toutes les paroisses, a procédé, en leur lieu et place par la Constitution, à l'examen et au compte des votes, ainsi que le veut la loi ; elle a déclaré officiellement que Francis T. Nicholls a été son gouverneur et Louis A. Wiltz son lieutenant-gouverneur de la Louisiane.

Le bon compte de l'Etat est donc invité, sans distinction de couleur ou d'affiliation politiques passées, à soutenir le gouvernement légitime qu'il a élu en novembre 1876. Qu'il méprise le corps illégal qui se fatigue d'opérer les calculs et la poltron dans la défense honorable. Qu'il ne paie pas de taxes à des perceptions désignés par une semblable organisation,

et qu'il le frappe tout d'abord d'impôts sance.

Qu'il soit calme et patient, car le jour de la délivrance n'est pas loin.

LP Les chasseurs se donnaient pour rien que rien ne manquera du Hotel H. Lee, coin Royale et St-Louis et coin Canal et Bourbon.

PRÉJUGÉS CONTRE LES AMÉLIORATIONS. Il y a beaucoup d'articles annoncés dont la réputation est fondée sur des faits et la véritable science médicale, on doit toujours avoir ces articles sous la main en cas de besoin. Il en est d'autres qui, quoique dûment recommandés par le Dr. Tobias Venner, ont trouvé que les empêtreurs perçoivent à l'aient de la valeur. Depuis trente ans, il n'y a eu qu'une seule objection contre ces empêtreurs, c'est qu'ils sont trop lents à soulager et à guérir. Les médecins et les droguistes ont cherché pendant bien des d'années à diminuer cette objection. Le but a été atteint à la fin. Les empêtreurs porous de plâtre de Benson guérissent le mal en quelques heures, quand l'autre empêtreur posez, ou lentement ne peuvent la faire qu'après des jours et des semaines de travail continus et encore ne font-ils que soulager. Ils sont supérieurs à l'électricité et plus puissants. Ils soulagent immédiatement et guérissent plus vite.

La Législature de la Louisiane.

Sa composition légale et les dires du Bureau des Retours.

SÉNAT.

Anciens sénateurs—MM. Eustis, Kelly, Grover, Ogden, White, Steven, Goode, Robertson, George—Neuf démocrates. Burns, Horah, Dumont, Gibbs, Hamilton, Landry, Twitchell, Young—Huit républicains.

ÉLUS.

Second District Sénatorial—F. C. Zacharie, D.

Troisième District Sénatorial—P. A. Dupres, Jr., D.

Sixième District Sénatorial, long terme, —I. B. Stamps, R.

Sixième District Sénatorial, terme non-expiré de R. H. Chadbourne—Henry Demas, R.

Huitième District Sénatorial—Thomas A. Cage, R.

Neuvième District Sénatorial—Isaac Seton, R.

Dixième District Sénatorial—H. L. Garland, D.

Onzième District Sénatorial—Hardy Richardson, D.

Douzième District Sénatorial—L. G. Perkins, D.

Quatorzième District Sénatorial—Pas de retours.

Seizième District Sénatorial — A. J. Bryant, R.

Dix septième District Sénatorial—C. B. Darrell, R.

Dix-huitième District Sénatorial—T. E. Meredith, R.

Dix-neuvième District Sénatorial—G. D. Levy, D.

Vingtième District Sénatorial—H. C. Mitchell, D.

Vingt-et-unième District Sénatorial—Wm. Harper, R.

Vingt-deuxième District Sénatorial—J. W. Sandiford, D.

Vingt-troisième District Sénatorial—L. Texada, D.

Vingt-quatrième District Sénatorial—Charles Boatner, D.

11 Démocrates; 7 Républicains.

Ce qui fait 30 démocrates dans le Sénat contre 15 républicains.

D'après le compte du Bureau des Retours, E. L. Weber, radical, est élu pour le 1er district à la place de Perkins, Samuel Wakefield, radical, est élu pour le 2me district. G. B. Hamlet, R., est élu pour le 18e à la place de Marcellin et Rainford Blunt, R., pour le 19e à la place de Sandiford.

D'après le Bureau des retours il y a donc 19 républicains et 17 démocrates, c'est à dire une majorité radicale de 2 au lieu d'une majorité démocratique de 5, d'après l'élection réelle.

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ÉLUS.

Ascension—Frederick Fobb, R ; G. H. Hill, R.

Assomption—George Drury, R, John Hughes, R.

Avoyelles—L. J. Soler, R. Pierre Maglore, R.

Est Baton-Rouge—J. M. Williams, D., H. C. Young, D., J. W. Dupré, D.

Ouest Baton-Rouge—Oscar Holt, R.

Bienville—W. S. Cockerham, D.

Bossier—S. Thomas, R., N. A. Durden, R.

Caddo—C. W. Keating, R., Cornelius Brown, R., A. H. Léonard, R.

Calcasieu—G. W. Richardson, D.

Caldwell—R. D. Bridger, D.

Cameron—A. W. Gillespie, D.

Carroll—W. L. McMillen, R., Nicholas Barton, R.

Catahoula—T. A. Routon, R.

Claiborne—James J. Dake, D., John Young, D.

Concordia—Anderson Tolliver, R., George Washington, R.

De Soto—G. J. Pitts, D., J. T. Means, D.

Ouest Feliciana—R. H. Ryland, D., J. B. McGhee, D.

Est Feliciana—W. B. Porter, D., T. B. Lyons, D.

Franklin—L. H. Bowden, D.

Grant—E. G. Randolph.

Iberia—L. A. Sauer, R., Uiger Roméro, R.

Iberville—J. S Davidson, R., J. M. Carville, R.

Jackson—E. E. Kidd, D.

Jefferson—P. J. Kennedy, L, . C. F. Brown, R.

Lafayette—M. T. Martin, D.

Lafourche—Charles Gaude, R., J. Sevelinges, R.

Lincoln—G. L. Gaskins, D.

Livingston—Levi Spitler, D.

Madison—P. J. Watson, R., W. H. Dinkgrave, R.

Morehouse—W. W. Washburn, D., J. D. Hamonds, D.

Na chitoches—Henry Raby, R., L. G. Barron, R., John Lewis, R.

Ouachita—J. N. Beard, Jr., D., D. J. G. Jay or, D.

Plaquemines—H. C. Warmoth, R., A. E. Mann, R.

Pointe Coupée — Bernard Davries, R. Walton Jones, R.

Rapides — E. J. Barrett, R. Baptiste Drew, R. W. John Delassy, R.

Rivière Rouge—Andy Hasley, R. Richland—P. H. Toler, D.

Sabine—David W. Self, D.

St. Bernard—Albert Estopinal, R.

St Charles—M. Haun, R.

St-Hélène—Charles E. Lea, D.

St Jacques—Richard S mms, R. Lucien Comie, R. V. Dickinson, R.

St-Jean Baptiste—James Cole, R.

St Landry—Louis Desmarais, R. Louis Stagg, D. J. D Avy, R. Robert Gantt, R. M. P Singleton, Sr, D.

St-Martin—Pas de retours.

St-Tammany—Jules Brady, D.

Ste-Marie—E. J. Brooks, R. William C. Gary, R.

Tangipahoa—M. S. Newson, D.

Terre—B J. Walker, R, J. B. Stewart R.

Terrebonne—H. M. Johnson, D. Robert Johnson, R.

Union—O. B. Steele, D, E. T. Sellers, D.

Vernon—E. E. Smart, D.

Vermillon—Andrien Nunez. D.

Washington—John B. Wood, D.

Webster—E. E. Heath, R.

Winn—G. A. Kelly, D.

Orléans—Charles J. Lee s et S. H. Buck, D. 1er district représentatif; J. A. Shakspare et R. H. Wilde, D. 2me district; J. D. Hill, John Fitzpatrick et George Forester, D. 3me district; R. W. Huntington, D. 4me district; W. H Peralta et J. M. Lamare, D. 5me district; Jules Aldigé et Albert Voorhies, D. 6me district; Eugène Gardare, Jeremiah Blackstone et William J. Moore, R 7me district; Joseph Kelly, R. 8me district; A. Delavigne et Louis Leonhard, D. 9me district; Louis Bush, B. F. Jonas et J. C. Berry, D. 10me district; Jesse K. Bell et E. B. Briggs, D. 11me district; T. Aycock, D. 12me district; George Gracien, R. 13me district; Aristide Dejoie et William Kern, R. 14me district.

Le Bureau des Retours a, par contre, déclaré élus, savoir :

Est Baton Rouge—W. G. Lane, R; Geo. Bird, R.; A. R. Holt, R.

DeSoto—P. J. Johnson, R.; J. J. Long, R. (a refusé de prendre son siége.)

Ouest Féliciana—G. A. Swazie, R.; Lucius Early, R.

Est Féliciana—Pas d'élection.

Grant—Pas d'élection.

Lafayette—Ernest Martin, R.

Morehouse—W. G. Shelton, R.; Henry Dau, R.

Ouachita—Frank W. Barrington, R. O. H. Brewster, R.

Vernon—John A. Brown, D.

La Chambre se compose :

D'après l'élection réelle : 61 démocrates, 56 républicains, 2 indépendants.

D'après le Bureau des Retours : 70 républicains, 46 démocrates, 3 indépendants ; majorité républicaine 21.

REGLEMENTS DE LA POSTE.

Département des Postes.
Washington, 13 juillet 1876.

Dans une loi votée par le Congrès et approuvée par le Président se trouvent les sections suivantes :

Section 15.—Les journaux et les brochures d'occasion, les publications régulières destinées périodiquement au service de vente aux annonces, en à être distribuées gratis, ainsi que tout imprimé de la 3e classe, excepté les circulaires non cachetées, servant transmis par la malle au taux de 1 cent par deux onces ou moins, et de 1 cent par deux onces additionnelles ou moins. Excepté qu'un imprimé de la 3e classe pourra être lu des non moins que le nom des articles renfermés. Les éditeurs de journaux et publications périodiques envoyés à des abonnés résidents peuvent indiquer par écrit sur l'enveloppe l'époque de l'expiration de l'abonnement. Les échanges qui entre postales et circulaires non cachetées peuvent être ouvertes, en inspectées, et franchises de port en vertu de la présente loi. Tous les circulaires non cachetées et sur tout autre imprimé de la classe autre que ce qui est déclaré dans la section précédente, le port sera payé d'avance au parvenant,—1 cent par once ou fraction d'once.

En magasin ex Borussia :

SILPHIUM CYRENAICUM,
Jus de Fr. ne,
Horloges et Pierre Médicinales,
Cassolettes Fumigatoires, toutes grandeurs,
Pilules de Soma,
Huile de Palma,
Articles pour liqueurs,
A vendre par,
P. L. CURACHIA,
jan—6t 37 rue Bayou

AU PUBLIC.

Attendu que les libertés et 16 hombres de la Louisiane dépendent du rétablissement et du maintien du gouvernement légitimement élu dans FRANCIS T. NICHOLLS est le chef, il est nécessaire de pourvoir aux moyens d'enrôler fi en réunion :

Résolu que, de l'avis du Comité de Citoyens de la Nouvelle-Orléans, il pour dans tous et chacun des bureaux d'état, enrôlera pendant l'année courante, devraient être payés d'avance par les contribuables dans tout l'Etat.

Résolu que l'Assemblée Générale devrait, le plus tôt possible, passer une loi pour le collectionner dans l'année courante les taxes et cet'e année d'Etat exigibles en 1877.

Résolu que le Comité des Citoyens prêtera Rix autorités publiques son concours pour la collection de la dite taxe, et qu'il est recommandé aux citoyens de toutes les paroisses de l'Etat de se joindre en mes vues.

THOS. A. ADAMS, Président.

SAM. FLOWER, Secrétaire.

R Conery,
G W Reinwitz,
Chas T Howard,
Theo H Hunt,
Thomas Lilly,
Jno G Gaines,
J F Ladd & Co,
A Sabatier,
A M Stockham,
Jno Finn,
Jno Ryan,
Jno Kennedy, Jr,
Jno Kennedy,
M Kennedy,
Jno Finn,
Thos Cronin,
Michael Hughes,
Jno Kennedy,
E J Mark,
B Conroy, Jr,
Henry Renaud,
Jno F Jamin,
Jno Finn,
E A Palfrey,
Lloyd S Columbia,
Jno Finn,
F G Richardson,
Jno Finn,
John Chase,
Thos Conroy,
William Kane,
E M Rawlins,
Alba d Wood,
Nowood a Richards,
O L Wellaway & Co,
Steve Fisher,
A M S May,
Spencer Commercial Co,
M L Bayne,
Tom Doherty,
Simone Dutiez,
Thos H Boylan,
F G Trepagnier,
Thos Molloway,
O Hopkins,
A M Hopkins,
M Hopkins,
W A Gordon,
Thos Simmons & Levy,
D E Bamard & Co,
H T Lawler,
Bell Hart & Co,
G F Hammond,
Gilbert Mitchell,
Howard & Preston,
A F Belisodio,
O S Block & Co,
F V St ns,
De Gado & Co,
A C Gunnard & Co,
W H Thomas,
H M Mansell,
Page & Jones,
J W Tobin,
F Sebastian,
J J Lyons,
J D Kelly,
Jno Jones,
Schenck & Barkson,
Hartwell & Chambers,
Jno Finn,
Jno S Brown,
E W Barnett,
W Wendt,
L S Cain,
J D Kocher,
A G Kennett,
Alf Monilon,
J P Jones,
Wm Bell,
Sam Chopin,
J Howard,
W a Seymour,
Jas I Noble,
John Finney,
Jno Finn,
J H Kennedy,
J L Harris,
Jno I nehan, agent,
W G Wilson,
Wm Wood,
R M Robie Sr.
M D Logan,
Wilson & Pagan,
R E Lemon & Co,
Jackson & Kilpatrick,
W G Lyon & Co,
L Reder & Co,
Sam Hester,
J G Spear,
Geo Fairy,
F McConnell,
John A Lafaye,
Theo F Bragg,
Jackson & Aanson,
Count Boyd,
Richard Herrick,
Lafayette Paige
D A Given & Son,
Folger & Co,
R Cang & Co,
W s Bailey,
Post & Hobby
Pan Tulane,
A W Mason,
Ang w n Brutis,
Sand, Boyd & Co,
Wm J Behan,
Chas G Johnson,
Norman Vincent,
A Zeiger,
James A Hunt,
J H O'Connor,
A B Grisw d,
W R Barrow,
F N Strong,
B W Taylor,
J F Moore,
J D Post,
Sdir A Yorke,
H B Stevens,
Geo E Sears,
T H Gunors,
H D Hopkins,
W E Fr derick,
John standiow,
H B Seamans,
C W Wood,
Thomas Wilts,
Jas D Pierson, agent,
Jno S Sainey, agent,
G Hertz,
A A Magnan & Sons,
J M Magnan,
Gt North Company, B
Andrews, manager,
Cosgach City Oil Co,
by D F Kenner, pres,
Louis Lepretre, pro J
Aleger,
A Descommae,
Jno J Day,
C A Miltenberger,
C A Miltenberger & Co.
J S Kennedy,
August Hoffman,
Engle e Selim ts,
F L Strong,
Ogden & Hall,
N D Wsl ace,
Ad Konrad,
A Gonzales,
Wright & Pierson,
H F Buckley,
C M Chn,
Bayle & D
H Plotte,
Wm Nelson,
Thos Wilson, SR,
F R Mid lemis,
Mary Hayard,
Thomas H Declon,
G F Gilbert,
Roger s Sullivan,
Shoe & Co,
M H Fitzpatrick,
B L Brace,
F St Brace,
Lambert A. Noel
M B Muney,
J Bon Bon,
Jas G Avery,
H Turpin,
A L Cuny,
G W Lemon,
W Fowler,
Upton Machine,
Charles Donn lly,
Jno W Kennedy,
Chas D Lalland,
J B Mc lly,
T W Fowler,
Thos A Adams,
Jno Finn,
Jno Finn,
Jno Finn